

Semaine du 03 au 08 février 2020

1. Situation sécuritaire

La situation sécuritaire dans la ville de Bria au cours de cette semaine a été relativement calme bien que volatile en raison des tensions observées le 04 février 2020 entre les groupes armés en conflit (FPRC fraction Rounga alliés aux Sara et MLJC alliés à la fraction FPRC Goula) qui ont émergé du fait de la tentative de reprise de la Brigade Mixte par les éléments Rounga. Pour rappel, ces éléments Rounga avaient été chassés de la Brigade Mixte par Les Goula et les Kara lors des derniers affrontements s'étant déroulés du 25 au 26 janvier 2020. Le contrôle de la Brigade Mixte et du centre commercial a été confié à l'UPC et au MPC, neutres par rapport à ces affrontements. Néanmoins, il convient de noter que les deux groupes s'opposant à Bria sont toujours présents et visibles dans leurs zones respectives i.e. les quartiers Bornou et Ndrou pour les Goula et les Kara et Mande, Piango et Ndomende pour les Rounga et les Sara.

La situation sur les sites des déplacés est calme. On reporte néanmoins plusieurs incidents s'étant produits sur les axes autour de la ville. Ces incidents sont le fruit de l'opposition entre les deux groupes en conflit et ont eu lieu particulièrement sur l'axe menant vers Ouadda ainsi que sur la route menant vers Nzako. Plusieurs affrontements ont été signalés sur l'axe Ouadda depuis le 06 février 2020. Des morts, des blessés et des incendies de maisons ont été rapportés. Ces incidents sur les axes amènent la population vivant en ville à vivre dans la crainte de la reprise des hostilités entre les deux groupes et d'éventuelles représailles sur les communautés considérées comme étant proches des groupes armés.

L'accès humanitaire en ville ne pose pas de problème particulier. A contrario, les axes sont difficilement accessibles pour les humanitaires en raison des incidents reportés.

2. Mouvements de populations

Le Partenaire INTERSOS a finalisé le profilage des nouveaux déplacés dans les différents lieux de regroupement et sites dans la ville à la suite des derniers affrontements. L'estimation du nombre de PDIs la semaine dernière était de 12,00 et ce nombre est désormais en baisse en raison des mouvements de retour observés.

Au total 1,812 ménages de 9,878 déplacés ont été profilés par INTERSOS. Le tableau ci-dessous donne les chiffres désagrégés en date du 07 février 2020 par lieu de regroupement et site profilé.

Sites et lieu de regroupement		Tranche d'âge										Nombre de ménages	Nombre de personnes	Date d'entrée
		0 à 4		5 à 11		12 à 17		18 à 59		60 +				
		M	F	M	F	M	F	M	F	M	F			
GOBOLO		280	477	563	438	227	72	425	504	7	12	505	3005	Du 25 au 28/1/2020
NDROU		330	379	284	167	131	52	281	320	22	13	339	1979	
Antenne Mouv		90	86	48	40	19	13	67	86	7	4	89	460	
HOPITAL		341	563	525	440	207	95	534	629	25	11	652	3370	
KOTTO-VILLE		55	84	69	43	26	7	72	89	2	1	91	448	
Gobolo/école ADJI		21	67	66	47	25	23	50	73	0	4	78	376	
CEBI		4	2	3	1	2	0	8	11	3	2	11	47	
	Bloc 1	0	0	1	1	1	0	1	0	0	0	1	5	
	Bloc 5	3	1	0	1	0	2	1	2	1	0	5	16	
	Bloc 6	2	3	2	1	1	1	2	5	0	0	3	20	
	Bloc 7	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	2	4	

SITE PK 3	Bloc 13	0	1	0	1	0	0	1	0	0	0	1	3	
	Bloc 15	0	1	1	0	0	0	1	0	0	0	2	5	
	Bloc 16	0	3	0	0	2	1	1	0	0	1	2	9	
	Bloc 17	0	3	1	2	0	1	2	0	0	0	2	11	
Total site Pk 3		9	14	8	7	6	6	18	18	4	3	29	120	
Total général		1135	1684	1571	1189	647	274	1465	1737	71	51	1812	9878	

Il convient néanmoins de noter que ces données ne sont pas stables puisque de nombreux déplacements pendulaires sont observés entre les sites et les quartiers d'origine. Une mise à jour régulières sera faite par INTERSOS.

3. Initiatives pour la pacification et résultats

Depuis le 27 janvier 2020, plusieurs actions de médiations et négociations ont été menées auprès des belligérants pour insister sur la nécessité de cesser les hostilités. Plusieurs acteurs sont intervenus tels que le comité Islamique, les autorités locales, le comité de paix, la plateforme religieuse, la MINUSCA ainsi que certains leaders de groupes armés étant neutres au conflit.

En complément, la MINUSCA Force a renforcé sa présence à travers des patrouilles en ville et dans les quartiers pour dissuader toute initiative de la part des groupes armés. Toutes ces actions ont abouti à un accalmie (qui demeure pourtant fragile) observée depuis le 27 janvier 2020 en dépit d'une certaine tension encore perceptible en ville entre les groupes armés et des incidents rapportés sur les axes.

Analyse de l'environnement/situation de protection

a. Incidents de protection

Une hausse du nombre d'incidents de protection et de violations de droits de l'homme a été observée au cours de la semaine : 13 incidents rapportés contre 3 lors de la semaine précédente. Cette hausse résulte des incidents signalés sur les axes, de la présence d'hommes en armes dans les quartiers et de certains incidents isolés ayant eu lieu en la ville en conséquence de la tentative de reprise de la Brigade Mixte par le FRPC faction Rounga le 04 février 2020.

13 incidents reportés, à savoir : 01 homicide ; 02 tentatives d'homicide ; 03 vols/braquages à main armés ; 01 cas de torture/traitement inhumain ; 02 cas de coups et blessures ; 02 arrestations arbitraires/ détentions illégales ; 01 extorsion des biens ; et 01 agression sexuelle

Parmi les 13 victimes, 09 sont des déplacés et reliquat sont des membres de la communauté hôte. Les présumés auteurs des violences sont majoritairement des hommes armes (10 incidents sur 13). Le seul cas de VBG enregistré a été commis sur une femme par une membre de la communauté.

b. Risques/problématiques de protection majeurs

Les violations du droit à la vie et à l'intégrité physique représentent 38% des incidents rapportés, les violations du droit à la liberté et les violations du droit à la propriété représentent chacune 13% des incidents et les VBG représentent 4 % des incidents.

c. Impact sur les populations

La situation de protection des civils demeure un souci majeur au vu du contexte sécuritaire actuel. La tension ainsi que les incidents rapportés sur les axes ont un impact direct sur la population vivant en ville en raison des représailles et vengeances infligées à la population dans les quartiers ainsi qu'aux PDI qui ne sont pas épargnées par la situation. Ces derniers demeurent dans la crainte de retourner dans les quartiers pour ne pas risquer d'être confrontés à d'éventuels nouveaux incidents.

Les écoles publiques du centre-ville sont fermées depuis le déclenchement des hostilités. Seule l'école privée située à GOBOLO et les écoles situées sur les sites de déplacés fonctionnent. Les PDI et la communauté hôte ont néanmoins accès aux services de santé et au marché. Bien que certains lieux de regroupement présentent des problèmes d'accès à l'eau et aux ouvrages sanitaires (douches et latrines).

4. Activités de réponse

Réponses aux incidents de protection

06 incidents sur 13 ont été référés pour une prise en charge multisectorielle et 12 victimes ont bénéficié d'un suivi psychosocial. Afin d'améliorer les conditions de logement des nouveaux déplacés empêchés de retourner dans leurs maisons, 06 tentes communautaires ont été installées par le HCR (4 à Gobolo et 2 sur le lieu de regroupement des IDPs situé derrière la base FACA)



5. Analyse des gaps et recommandations

La protection des civils et la sécurisation de la ville sont les préoccupations majeures de la population et de tous les acteurs.

Les acteurs humanitaires signalent une indisponibilité de kits / intrants sur place pour être en mesure de répondre en temps réel aux problèmes de protection et aux urgences. La réponse humanitaire repose présentement sur Bangui et l'appui d'autres localités pour acheminer les kits et les intrants à Bria. Pour faciliter la réponse ponctuelle aux urgences, un besoin de disponibiliser des kits NFI sur place à Bria s'avère indispensable en raison de l'éloignement de Bria et des difficultés d'accès à la localité causées par la dégradation des infrastructures routières.

